

Hon. Sir John A. Macdonald—Retaliatory?

Hon. Sir A. T. Galt—Yes—I repeat the word retaliatory, when he repelled American fishermen from the waters in which they had been allowed to fish under licence. He then said the Minister of Justice had alluded to certain correspondence. He was of opinion that when a conclusion had been arrived at, when there were no more negotiations, that the House ought to know, and were entitled to know, what had taken place, and what were the propositions which the Government had refused, and why they had refused them, (hear, hear).

Hon. Sir John A. Macdonald—Suppose the American Government are not willing?

Hon. Sir A. T. Galt—Then this Government should not have permitted themselves to be placed in such a position as not to be able to communicate to Parliament what had taken place. He (Sir A. T. Galt) was quite willing to leave the matter to the judgment of the House and country, (hear, hear). He had heard, for the first time he thought, that Mr. Howland and himself had exceeded their authority when in Washington. There was no foundation for that statement, for, when in that city, they were directed by the British Ambassador to put themselves in communication with the committee of Ways and Means. He could safely allow that very extraordinary statement to pass without any further notice. The speech was one of the usual *ad captandum* speeches of the Premier. But what puzzled him was what kind of speech the hon. gentleman would have had to make if the 3 o'clock policy had been adhered to, (laughter). A more remarkable spectacle of self-tergiversation had never been seen than on the present occasion; and the Minister's appeal to his supporters would not be met in the way he seemed to expect.

Hon. Sir John A. Macdonald—Nous verrons.

Hon. Sir A. T. Galt could not see how the policy was to have a beneficial effect in Quebec. He saw new legislation but no compensation. After the various changes that had been made by the Government it was advisable to give the Government some further time to consider and to see what other changes they might wish to introduce. He hoped the House would support the amendment.

représailles encore plus dangereuse en ce qui concerne les pêcheries.

L'honorable sir John A. Macdonald—De représailles?

L'honorable sir A. T. Galt—Oui, je répète le mot représailles, quand on expulse les pêcheurs américains des eaux dans lesquelles on les laissait auparavant pêcher en vertu d'un permis. Il dit, ensuite, que le ministre de la Justice a fait allusion à une certaine correspondance. Il est d'avis que, lorsqu'on est arrivé à une conclusion, lorsque les négociations ont pris fin, cette Chambre devait être informée de ce qui s'est produit, et des propositions que le Gouvernement a refusées, ainsi que des raisons de ce refus, et elle a le droit de l'être. (Bravo! Bravo!)

L'honorable sir John A. Macdonald—Supposons que le Gouvernement américain ne soit pas consentant?

L'honorable sir A. T. Galt—Alors le présent Gouvernement n'aurait pas dû se mettre dans une position qui le rende incapable de communiquer au Parlement ce qui s'est produit. Il (Sir A. T. Galt) est tout à fait d'accord pour qu'on confie l'affaire au jugement de la Chambre et de la nation. (Bravo! Bravo!) Il a entendu dire, pour la première fois, pense-t-il, que M. Howland et lui-même ont outrepassé leur compétence, lors de leur visite à Washington. Il n'y a aucun fondement à cette déclaration, car une fois rendus dans cette ville, ils ont été invités par l'ambassadeur britannique à se mettre en communication avec le Comité des Voies et Moyens. Il aurait pu laisser passer à coup sûr cette déclaration des plus extraordinaires sans autre avis. Le discours était l'une de ces flagorneries oratoires habituelles du premier ministre. Mais ce qui l'intrigue, c'est de savoir quel genre de discours l'honorable monsieur aurait eu à prononcer si la politique préconisée à trois heures avait été adoptée. (Rires.) Un témoignage plus éclatant de tergiversations que celui-ci n'avait jamais encore été vu; et l'appel du ministre à ses partisans ne recevra pas le type de réponse auquel il semble s'attendre.

L'honorable sir John A. Macdonald—Nous verrons.

L'honorable sir A. T. Galt ne voit pas bien comment cette politique pourrait être avantageuse pour le Québec. Il y voit une nouvelle législation qui n'apporte aucune compensation. Après les diverses modifications effectuées par le Gouvernement, il faudrait donner au Gouvernement encore du temps pour voir quels autres changements il pourrait vouloir introduire. Il espère que la Chambre appuiera l'amendement.